



n°7, septembre 2008

Jean-François Bayart
Chercheur au CNRS (SciencesPo/CERI)

Neuilly plutôt que Bangui !

La France n'a plus les moyens d'aucune politique en Afrique. Comme l'ont reconnu le Premier ministre, puis le président de la République, il n'y a plus d'argent dans les caisses. L'aide publique au développement, déjà en forte baisse, sera victime de ce naufrage et, symboliquement, du « cadeau fiscal » consenti aux plus riches des contribuables français. Pour parodier la formule célèbre de Raymond Cartier, dans les années 1950, Neuilly plutôt que Bangui! D'ores et déjà il est sous-entendu que le Fonds de solidarité prioritaire (FSP), qui avait remplacé le Fonds d'action et de coopération (FAC) en 1998, est voué à disparaître. Nombre des projets engagés seront interrompus, au prix de situations ubuesques et de lourds contentieux entre les Etats et les entreprises avec lesquelles ceux-ci avaient contracté. Subsistera une aide à la petite semaine, au gré du jeu clientélaire entre Paris et les capitales africaines. De toute manière l'Afrique se réduit, aux yeux de Nicolas Sarkozy, à la question de l'immigration et relève, à ce titre, de la seule thématique du « codéveloppement ».

Cette approche inféode logiquement l'APD au nouveau ministère de l'Identité nationale, de l'immigration et du codéveloppement. Brice Hortefeux ne cache pas son irritation à l'encontre de l'Agence française de développement, coupable de proposer aux pays africains une aide sans commune mesure avec ce qu'il peut lui-même proposer. Il lui sera difficile de réaliser une OPA sur l'agence avant la fin du mandat de son directeur. D'autant que le secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Jouyandet, déjà habité par sa fonction, entend exercer sa propre tutelle, et a même sondé un Conseil d'Etat interloqué pour savoir s'il pouvait assumer la présidence de son conseil d'administration, au mépris de toutes les règles de la République ! Mais l'étau se resserre. L'idée même de l'APD se voit éviée, au grand dam d'une partie de la majorité parlementaire. S'y substitue un discours décomplexé sur la promotion de l'immigration « choisie » et sur les bénéfices que l'économie française devrait tirer de la reprise de la croissance au sud du Sahara, dont sait si bien profiter la Chine.

Que les entreprises françaises n'en demandent pas tant et voient les inconvénients politiques de ce mercantilisme assez épais, que la présence chinoise soit perçue sans appréhension de sa complexité et sur le mode obsidional inhérent à la vieille sensibilité impériale, que le malthusianisme migratoire contredise les intérêts commerciaux de la France et son influence culturelle, que l'offre de l'industrie de l'Hexagone ne réponde pas à la demande des marchés subsahariens, que la croissance actuelle des économies africaines ne soit qu'un feu de paille, faute de réformes de structure, et conduise vraisemblablement aux mêmes désastres financiers que le boom des années 1970, tout cela semble hors de portée des stratèges élyséens.